



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 29 janvier au 05 février 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations avec les États-Unis

Luz María de la Mora, vice-ministre du commerce extérieur, a rappelé que le Mexique, les États-Unis et le Canada doivent mener des procédures juridiques internes pour respecter les engagements du T-MEC. Elle a notamment indiqué que le Sénat et la Chambre des députés mexicains envisagent de modifier la législation sur la propriété intellectuelle et les droits d'auteurs afin de respecter leurs engagements.

Le commerce entre le Mexique et les États-Unis a atteint 614,5 Mds USD en 2019 (+0,5% g.a.), un maximum historique entre les deux pays. Le Mexique est ainsi devenu le principal partenaire commercial des États-Unis, représentant 14,82% de ses échanges, légèrement devant le Canada (14,77%) et la Chine (13,5%).

Économie

Le ministère des finances a maintenu ses prévisions de croissance pour 2020, à 2%. Dans cette perspective, le ministère s'emploiera à stimuler l'offre et la consommation dans les prochains mois. Malgré les révisions à la baisse de la croissance (consensus de 1% pour 2020), le vice-ministre des finances G. Yorio est plus optimiste et rappelle la marge de manœuvre du gouvernement pour stimuler la croissance mexicaine, notamment la réforme du secteur financier, le soutien de l'offre et la signature de grands contrats.

Le Mexique a enregistré des flux de transferts de fonds des migrants (*remesas*) records en 2019, à 36 Mds USD via 110 millions d'opérations soit une croissance de 7% en volume vs. 2018. Le pays est le 3^{ème} récepteur mondial de *remesas* en volume et le premier pays récepteur de *remesas* en provenance des États-Unis. Cette intensification du flux de *remesas* est due à l'incertitude générée par la politique migratoire des États-Unis. 98% du volume a été envoyé par moyen électronique selon la Banque centrale (Banxico) par les 7,5 M de mexicains actifs sur le marché du travail étatsunien.

80% des flux d'IDE en 2019 à destination du Mexique proviennent de six pays : 47,2% des États-Unis, 12,2% d'Espagne, 7,1% du Canada, 4,6% du Japon, 4,4% d'Allemagne et 3,7% des Pays-Bas. La France, elle, représente 2,9% des flux d'IDE reçus par le Mexique en 2019.

La récession de l'économie mexicaine (-0,1% en 2019) ne justifierait pas une dégradation de la note souveraine du pays, selon l'agence de notation Fitch. Cette dernière indique cependant s'intéresser à la trajectoire à long-terme de la croissance du Mexique et prévoit d'ores et déjà 1% de croissance pour 2020. Fitch a également souligné que l'insécurité, la corruption et la faiblesse de l'État de droit pourraient affecter la note du pays en cas d'aggravation de la situation.

Le ministère des finances a indiqué que 10 projets d'infrastructures financés par le gouvernement fédéral pour un budget total de presque 1,5 Mds USD seront lancés au S1 2020.

Le Mexique a connu la plus faible croissance du crédit bancaire aux entreprises depuis 9 ans, à 0,3% en 2019, selon Banxico. Cela est dû aux mauvais chiffres de la croissance (-0,1 %), à l'incertitude et la stagnation des investissements en 2019. Banxico rapporte une chute des financements dans les secteurs minier, énergétique, l'industrie manufacturière, commerce, transports et services professionnels.

Le carburant aux États-Unis est 35% moins cher qu'au Mexique selon les chiffres de janvier 2020. Au Mexique, la moyenne nationale sur la période a été de 1,05 USD/litre (19,53 MXN) contre 0,68 USD/litre (12,61 MXN) aux États-Unis. Cette différence serait due principalement à la nécessité pour le Mexique d'importer du pétrole raffiné des États-Unis pour satisfaire la demande nationale, et au déficit en infrastructures d'acheminement le pétrole au Mexique. Vient ensuite l'impôt spécial sur les carburants (IEPS), représentant 24% du prix à la pompe. A noter cependant que les importations de pétrole raffiné du Mexique ont baissé de 14% sur l'année 2019 vs. 2018, à 847 000 barils/jour importés en moyenne sur l'année.

Les deux places boursières mexicaines ont gagné +2,1% le 4 février en réaction aux déclarations des autorités chinoises sur les mesures de stimulation de l'économie et de réduction de l'impact du coronavirus : les marchés asiatiques, européens et américains ont réagi à la hausse. Au Mexique, l'indice de la Bolsa Mexicana de Valores (BMV), composées des 35 actions les plus liquides du marché et l'indice de la Bolsa Institucional de Valores (BIVA – active depuis 2018) ont tous deux gagné 2,1 % sur la journée du 4 février. Il s'agit d'une récupération des marchés après l'impact négatif causé par les incertitudes liées au coronavirus sur la croissance mondiale.

Selon les économistes mexicains, la crise sanitaire mondiale liée au coronavirus provenant de Chine pourrait avoir des impacts tant négatifs que positifs sur l'économie mexicaine. La baisse d'activité chinoise entraînerait ainsi une croissance ralentie de seulement 2% en Chine au T1 2020 et donc une réduction significative du volume d'échanges mondiaux dont souffrirait l'économie mexicaine. Toutefois, l'aversion au risque des touristes nord-américains les enjoindrait à limiter leur transit dans les aéroports et à choisir des destinations moins éloignées, dont le Mexique. De plus, certaines entreprises manufacturières pourraient relocaliser leur production chinoise au Mexique. Le T-MEC, en ce sens, ferait du Mexique un pays compétitif sur des mouvements de relocalisation.

[Finances publiques](#)

Le ministère des finances a annoncé que les finances publiques en 2019 ont enregistré un excédent primaire de 1,1%, dépassant l'objectif de 1% d'excédent. La dette baisse également, à 44,7 % du PIB contre 45,3 % du PIB initialement prévus. Pour mémoire en 2018, l'excédent primaire des finances publiques avait atteint de 0,6%. En 2019, le gouvernement a utilisé 125 Mds USD du fonds de stabilisation des revenus pétroliers pour compenser les faibles revenus du pétrole et des recettes fiscales.

Malgré le soutien budgétaire apporté par le gouvernement mexicain à PEMEX, la situation financière de cette dernière continuera à peser sur les finances publiques fédérales en 2020, faisant porter un risque sur la note souveraine mexicaine et ses indicateurs macroéconomiques selon l'Institut des Finances Internationales (IFI). En

l'absence d'une restructuration intégrale de l'entreprise, le soutien financier apporté par le gouvernement restera nécessaire, estime l'Institut.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 05/02/2020
Bourse (IPC)	-0,8%	+2,1%	44 782,68
Taux de change USD/Peso	-0,5%	-2,7%	18,60 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,7%	-5,8%	20,45 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-8,8%	-17,3%	45,46 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Selon les données de chaque Superintendances de banques, le total des actifs des banques centraméricaines (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) au fin 2019 dépasse les 139 Mds USD, soit une hausse de 6,4% par rapport à 2018. On retrouve, dans le top cinq des banques de la région, trois établissements guatémaltèques (Banco Industrial – 1^{er} au classement avec 12,7 Mds USD ; Banrural – 3^{ème} avec 9,7 Mds USD; G&T Continental – 5^{ème} avec 6,8 Mds USD) et 2 costaricains (BNCR – 2^{ème} avec 12,4 Mds USD ; BCR – 4^{ème} avec 8,7 Mds USD). Les bénéfices des banques de la région ont progressé de 12,4% (g.a) en 2019 pour atteindre près d'1,6 Md USD. Les indices ROE et ROA ont respectivement atteint 9,1% et 1,1% (contre 9,6% et 1,1% fin 2018).

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

En 2019 le déficit budgétaire a augmenté pour atteindre 7% du PIB, alors qu'il atteignait 5,8% en 2018. Ce chiffre est également supérieur aux estimations réalisées par la Banque centrale du Costa Rica en juillet 2019, qui avait annoncé un déficit budgétaire de 6,3%.

Les députés ont approuvé en première lecture la mise en place d'une assurance sur les dépôts bancaires. L'approbation de ce projet, qui sera voté en deuxième lecture, le 6 février prochain, est la dernière étape de mise en conformité avec les normes nécessaires à l'adhésion du pays à l'OCDE.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17.2 M hbts

Le Président guatémaltèque A. Giammattei a annoncé la création d'un fonds de garantie de 13,1 M USD auprès de la banque Crédito Hipotecario Nacional (CHN) afin de faciliter l'accès au crédit pour les PME. Le gouvernement souhaite ainsi favoriser la création d'emplois dans le pays par l'investissement.

Dans le cadre de son programme Forest Investment (FIP), la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un prêt de 9,2 M USD (sans intérêt et sur une durée de 40 ans) pour le financement de projets de mitigation et d'adaptation au changement climatique. Ces projets seront mis en place par l'Institut National des Forêts, en coordination avec le Conseil National des Zones Protégées et les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement. Selon la BID, 9 000 producteurs et 225 entreprises du secteur agricole (principalement des filières du café, du cacao et de la cardamome) bénéficieront directement de ce programme ; ainsi que 90 000 familles de forme indirecte.

Les exportations de produits alimentaires se sont élevées à environ 1,4 Md USD en 2019, soit 5% de moins qu'en 2018, selon la Chambre guatémaltèque de l'Alimentation et des Boissons (CGAB). La CGAB explique en partie cette diminution par la chute des prix de l'huile

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

de palme.

Le FMI estime que la croissance devrait atteindre 3,9% en 2020 (vs. 3,2% en 2019). Ce dynamisme de la croissance en 2020 devrait notamment s'expliquer par l'exploitation et les exportations de la mine de cuivre Cobre Panama. Selon l'entreprise First Quantum, les apports de la mine au PIB devraient atteindre 3%.

Le superintendant des banques a confirmé qu'une session plénière du GAFI (Groupe d'Action Financière) aura lieu en février 2020 afin de présenter les avancées en termes de lutte contre le blanchiment d'argent. Le plan d'action comprend 4 domaines prioritaires: un meilleur contrôle des structures de financement du terrorisme, l'envoi illégal de fonds, la surveillance des structures juridiques et le contrôle du blanchiment d'argent, y compris une collaboration internationale efficace.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a octroyé une ligne de crédit 20 M USD à la banque salvadorienne Banco de Fomento Agropecuario (BFA) pour faciliter l'accès au crédit de 2 000 micros et petites entreprises. Les micros et petites entreprises représenteraient 35% du PIB, plus de 99% du parc d'entreprises et génèreraient près de 68% des emplois du pays, selon la superintendance.

Le Président Bukele a signé un accord d'application du programme « América Crece » proposé par les États-Unis. Cet accord permettra l'injection de fonds, jusqu'à 60 Mds USD pour l'ensemble du programme qui couvre toute l'Amérique latine. Ces fonds seront destinés à des projets principalement énergétiques et d'infrastructures, relevant uniquement des investisseurs privés. N. Bukele a souligné qu'il s'agissait du plus grand plan d'investissement de l'histoire du Salvador.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

L'agence de notation Fitch a revu les perspectives d'évolution de la note créditrice de la Jamaïque, passant de « stable » à « positive ». Elle a également amélioré la note des titres publics de longue maturité de B à B+. Il s'agit de la meilleure notation de Jamaïque pour ce type de titres de ces 10 dernières années. Fitch a annoncé récompenser ainsi les efforts de la Jamaïque pour réduire son ratio de dette/PIB et du gouvernement pour l'atteinte d'un excédent primaire. Les perspectives de croissance pour le pays en 2020 et 2021 (1,5%) ont conforté Fitch dans sa décision.

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Un séisme de magnitude 7,7 s'est produit le 28 janvier dernier entre Cuba et la Jamaïque. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé en mer, à 140 km au sud-ouest de la ville cubaine de Niquero, à une profondeur estimée à 10 kilomètres. Le séisme, qui a été perceptible dans de nombreuses provinces de l'île, a endommagé plus de 300 logements ainsi que des

bâtiments publics dans la province de Granma, située à l'est de Cuba. Pour faire face à la situation, les autorités ont annoncé l'octroi de subventions ainsi que des opérations de reconstruction ciblées. Par ailleurs, aucun blessé n'est à déplorer selon les médias officiels.

AMERICAN AIRLINES pourrait augmenter le nombre d'opérations aériennes vers Cuba : la compagnie aérienne a demandé au gouvernement étasunien une autorisation afin de pouvoir augmenter le nombre de vols vers l'île. À compter du 4 juin prochain, la fréquence pourrait ainsi passer de 6 à 8 vols quotidiens entre Miami et La Havane. Avec ces nouvelles mesures, la compagnie souhaite bénéficier de la part de marché laissée par JetBlue, qui a décidé de réduire ses liaisons avec Cuba le 16 janvier dernier, et ce à partir du 29 avril prochain. American Airlines est l'une des 5 compagnies étatsuniennes les plus présentes à Cuba.

Haïti

2017 – PIB : 85.7 Mds USD | Pop : 11.3 M hbts

Le déficit public a atteint 160 M USD (15,8 Mds HTG) sur le T1 de l'année fiscale 2019/20, et a été intégralement financé par la création monétaire. Pour mémoire, financement monétaire atteignait 53 M USD au T4 de l'a.f. 2018/19. La Banque centrale indique ainsi que l'économie haïtienne a pâti du ralentissement des activités dans le cadre du blocage de l'économie dans le cadre de la crise socio-politique en octobre et novembre dernier.

Fitch Solutions Group Ltd, filiale de l'agence de notation Fitch Ratings, a estimé dans son rapport sur l'économie haïtienne que le « risque économique » en Haïti était le plus élevé des Amériques en 2020. L'agence vient ainsi de publier le rapport « Haiti Country Risk 2020 », qui indique que le pays obtient des résultats décevants pour l'indice de risque économique à long terme, avec seulement 30,8 sur 100, bien en-deçà du score des pays dans la région. Par ailleurs, Fitch Solutions prévoit que l'économie haïtienne se contractera pour une deuxième année consécutive en 2020, en raison de la crise politique actuelle.

Haïti se place en 179^{ème} position sur 190 pays pour la facilité de faire des affaires dans le rapport « Doing Business 2020 » de la Banque Mondiale avec un score de 40,7 sur 100 (+2.8%). Le pays progresse ainsi de 3 places par rapport à 2019. Malgré cette avancée relative, le rapport souligne qu'Haïti n'a pas amélioré le climat des affaires, reflétant l'incapacité du pays à attirer des investissements et à générer de la croissance et des emplois.

République dominicaine

2018 – PIB : 80.9 Mds USD | Pop : 10.3 M hbts

La République dominicaine connaît sa 8^{ème} année consécutive de croissance des entrées de devises liées au tourisme, soit une croissance annuelle moyenne de 5% entre 2012 et 2019. 45,2 M de visiteurs par an en moyenne sur la période se sont rendus en République dominicaine dont 15 M en provenance des Etats-Unis qui représente le premier pays en nombre de touristes, captant ainsi plus 50,6 Mds USD liés au tourisme au total sur la période.

La Banque centrale dominicaine a maintenu son taux d'intérêt directeur à 4,5%. L'inflation interannuelle atteint 3,7 % fin décembre dernier, dans l'intervalle cible de la Banque centrale (4 % ± 1 %). La décision de politique monétaire de la Banque centrale se base sur les prévisions d'affaiblissement de la croissance mondiale en 2020, qui devrait ainsi également affaiblir les pressions inflationnistes sur l'année. La Banque centrale ne prévoit pas d'ajustement de son taux directeur pour le reste de l'année.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

